



ADOPTION DÉFINITIVE (UE, Euratom) 2024/207
du budget annuel de l'Union européenne pour l'exercice 2024

LA PRÉSIDENTE DU PARLEMENT EUROPÉEN,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 314,

vu le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, et notamment son article 106 bis,

vu la décision (UE, Euratom) 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision 2014/335/UE, Euratom ⁽¹⁾,

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 ⁽²⁾,

vu le règlement (UE, Euratom) 2020/2093 du Conseil du 17 décembre 2020 fixant le cadre financier pluriannuel pour les années 2021 à 2027 ⁽³⁾,

vu l'accord interinstitutionnel du 16 décembre 2020 entre le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne sur la discipline budgétaire, la coopération en matière budgétaire et la bonne gestion financière, ainsi que sur de nouvelles ressources propres, comportant une feuille de route en vue de la mise en place de nouvelles ressources propres ⁽⁴⁾,

vu le projet de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2024, adopté par la Commission le 5 juillet 2023,

vu la position sur le projet de budget de l'Union européenne pour l'exercice 2024, adoptée par le Conseil le 5 septembre 2023 et transmise au Parlement européen le 8 septembre 2023,

vu la lettre rectificative n° 1/2024 au projet de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2024, présentée par la Commission le 9 octobre 2023,

vu la résolution adoptée par le Parlement européen le 18 octobre 2023 relative à la position du Conseil sur le projet de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2024,

vu les amendements au projet de budget général adoptés par le Parlement européen le 18 octobre 2023,

vu la lettre adressée par le président du Conseil le 18 octobre 2023 indiquant que le Conseil n'était pas en mesure d'approuver tous les amendements adoptés par le Parlement,

vu la lettre du 23 octobre 2023 adressée au président du Conseil convoquant le comité de conciliation,

vu le fait que le comité de conciliation soit parvenu à un accord sur un projet commun dans le délai de 21 jours visé à l'article 314, paragraphe 6, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu l'approbation du projet commun par le Conseil le 20 novembre 2023,

vu l'approbation du projet commun par le Parlement le 22 novembre 2023,

vu les articles 95 et 96 du règlement intérieur du Parlement européen,

⁽¹⁾ JO L 424 du 15.12.2020, p. 1.

⁽²⁾ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

⁽³⁾ JO L 433 I du 22.12.2020, p. 11.

⁽⁴⁾ JO L 433 I du 22.12.2020, p. 28.

CONSTATE:

Article unique

La procédure prévue à l'article 314 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne est achevée et le budget annuel de l'Union européenne pour l'exercice 2024 est définitivement adopté.

Fait à Strasbourg, le 22 novembre 2023.

La présidente
Roberta METSOLA

BUDGET ANNUEL DE L'UNION POUR L'EXERCICE 2024

Les montants du présent document budgétaire sont exprimés en euros, sauf indication contraire.

Les commentaires budgétaires sont applicables uniquement s'ils ne modifient pas ou n'étendent pas le champ d'application d'une base légale existante, s'ils n'affectent pas l'autonomie administrative des institutions et s'ils peuvent être couverts par des ressources disponibles.

SOMMAIRE

Page

ÉTAT GÉNÉRAL DES DÉPENSES

INTRODUCTION AU BUDGET ANNUEL DE L'UNION	12
TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DU BUDGET 2024 CONFORMÉMENT AU CFP 2021-2027	14
TABLEAU RÉCAPITULATIF DES TABLEAUX DES EFFECTIFS DES INSTITUTIONS ET ORGANISMES DE L'UNION	33
TABLEAU RÉCAPITULATIF DES BÂTIMENTS PAR INSTITUTION DE L'UNION	35

ÉTAT GÉNÉRAL DES RECETTES

A. FINANCEMENT DU BUDGET ANNUEL DE L'UNION	44
B. ÉTAT GÉNÉRAL DES RECETTES PAR LIGNE BUDGÉTAIRE	53

ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES PAR SECTION

SECTION I: PARLEMENT EUROPÉEN	164
— ÉTAT DES RECETTES	165
— ÉTAT DES DÉPENSES	177
— PERSONNEL	254
SECTION II: CONSEIL EUROPÉEN ET CONSEIL	256
— ÉTAT DES RECETTES	257
— ÉTAT DES DÉPENSES	270
— PERSONNEL	322
SECTION III: COMMISSION	324
— ÉTAT DES RECETTES	325
— ÉTAT DES DÉPENSES	392
— PERSONNEL	1183
ANNEXES:	1236
— OFFICES	1237
— PROJETS PILOTES ET ACTIONS PREPARATOIRES	1395
— AUTRES ANNEXES	1638

	Page
SECTION IV: COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE	1702
— ÉTAT DES RECETTES	1703
— ÉTAT DES DÉPENSES	1713
— PERSONNEL	1755
SECTION V: COUR DES COMPTES EUROPÉENNE	1757
— ÉTAT DES RECETTES	1758
— ÉTAT DES DÉPENSES	1768
— PERSONNEL	1805
SECTION VI: COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN	1807
— ÉTAT DES RECETTES	1808
— ÉTAT DES DÉPENSES	1818
— PERSONNEL	1862
SECTION VII: COMITÉ EUROPÉEN DES RÉGIONS	1863
— ÉTAT DES RECETTES	1864
— ÉTAT DES DÉPENSES	1874
— PERSONNEL	1915
SECTION VIII: MÉDIATEUR EUROPÉEN	1916
— ÉTAT DES RECETTES	1917
— ÉTAT DES DÉPENSES	1930
— PERSONNEL	1966
SECTION IX: CONTRÔLEUR EUROPÉEN DE LA PROTECTION DES DONNÉES	1967
— RECETTES	1968
— ÉTAT DES DÉPENSES	1978
— PERSONNEL	2019
SECTION X: SERVICE EUROPÉEN POUR L'ACTION EXTÉRIEURE	2021
— ÉTAT DES RECETTES	2022
— ÉTAT DES DÉPENSES	2035
— PERSONNEL	2087

SOMMAIRE

Page

ÉTAT GÉNÉRAL DES DÉPENSES

INTRODUCTION AU BUDGET ANNUEL DE L'UNION	12
TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DU BUDGET 2024 CONFORMÉMENT AU CFP 2021-2027	14
TABLEAU RÉCAPITULATIF DES TABLEAUX DES EFFECTIFS DES INSTITUTIONS ET ORGANISMES DE L'UNION	33
TABLEAU RÉCAPITULATIF DES BÂTIMENTS PAR INSTITUTION DE L'UNION	35

ÉTAT GÉNÉRAL DES RECETTES

A. FINANCEMENT DU BUDGET ANNUEL DE L'UNION	44
INTRODUCTION	44
CALCUL DU FINANCEMENT DU BUDGET	45
B. ÉTAT GÉNÉRAL DES RECETTES PAR LIGNE BUDGÉTAIRE	53
— TITRE 1: RESSOURCES PROPRES	54
— TITRE 2: EXCÉDENTS, SOLDES ET AJUSTEMENTS	66
— TITRE 3: RECETTES ADMINISTRATIVES	83
— TITRE 4: PRODUIT FINANCIER, INTÉRÊTS DE RETARD ET AMENDES	106
— TITRE 5: GARANTIES BUDGÉTAIRES, OPÉRATIONS D'EMPRUNTS ET PRÊTS	117
— TITRE 6: RECETTES, CONTRIBUTIONS ET RESTITUTIONS LIÉES AUX POLITIQUES DE L'UNION	126

ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES PAR SECTION

SECTION I: PARLEMENT EUROPÉEN	164
— ÉTAT DES RECETTES	165
— TITRE 3: RECETTES ADMINISTRATIVES	166
— TITRE 4: PRODUIT FINANCIER, INTÉRÊTS DE RETARD ET AMENDES	173
— TITRE 6: RECETTES, CONTRIBUTIONS ET RESTITUTIONS LIÉES AUX POLITIQUES DE L'UNION	175
— ÉTAT DES DÉPENSES	177
— TITRE 1: PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION	179
— TITRE 2: IMMEUBLES, MOBILIER, ÉQUIPEMENT ET DÉPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT	206
— TITRE 3: DÉPENSES RÉSULTANT DE L'EXERCICE PAR L'INSTITUTION DE SES MISSIONS GÉNÉRALES	223
— TITRE 4: DÉPENSES RÉSULTANT DE L'EXERCICE PAR L'INSTITUTION DE MISSIONS SPÉCIFIQUES	242

	Page
— TITRE 5: L'AUTORITÉ POUR LES PARTIS POLITIQUES EUROPÉENS ET LES FONDATIONS POLITIQUES EUROPÉENNES ET LE COMITÉ DE PERSONNALITÉS ÉMINENTES INDÉPENDANTES	248
— TITRE 10: AUTRES DÉPENSES	251
— PERSONNEL	254
SECTION II: CONSEIL EUROPÉEN ET CONSEIL	256
— ÉTAT DES RECETTES	257
— TITRE 3: RECETTES ADMINISTRATIVES	258
— TITRE 4: PRODUIT FINANCIER, INTÉRÊTS DE RETARD ET AMENDES	265
— TITRE 6: RECETTES, CONTRIBUTIONS ET RESTITUTIONS LIÉES AUX POLITIQUES DE L'UNION	268
— ÉTAT DES DÉPENSES	270
— TITRE 1: PERSONNES LIÉES AUX INSTITUTIONS	271
— TITRE 2: IMMEUBLES, ÉQUIPEMENT ET DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	298
— TITRE 10: AUTRES DÉPENSES	320
— PERSONNEL	322
SECTION III: COMMISSION	324
— ÉTAT DES RECETTES	325
— TITRE 3: RECETTES ADMINISTRATIVES	326
— TITRE 4: PRODUIT FINANCIER, INTÉRÊTS DE RETARD ET AMENDES	336
— TITRE 5: GARANTIES BUDGÉTAIRES, OPÉRATIONS D'EMPRUNTS ET PRÊTS	346
— TITRE 6: RECETTES, CONTRIBUTIONS ET RESTITUTIONS LIÉES AUX POLITIQUES DE L'UNION	354
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE DES CRÉDITS (2024 ET 2023) ET DE L'EXÉCUTION (2022)	392
— TITRE 01: RECHERCHE ET INNOVATION	395
— TITRE 02: INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES EUROPÉENS	467
— TITRE 03: MARCHÉ UNIQUE	529
— TITRE 04: ESPACE	592
— TITRE 05: DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET COHÉSION	607
— TITRE 06: REPRISE ET RÉSILIENCE	647
— TITRE 07: INVESTISSEMENT DANS LE CAPITAL HUMAIN, LA COHÉSION SOCIALE ET LES VALEURS	684
— TITRE 08: AGRICULTURE ET POLITIQUE MARITIME	775
— TITRE 09: ENVIRONNEMENT ET ACTION POUR LE CLIMAT	833
— TITRE 10: MIGRATION	859
— TITRE 11: GESTION DES FRONTIÈRES	872

	Page
— TITRE 12: SÉCURITÉ	892
— TITRE 13: DÉFENSE	921
— TITRE 14: ACTION EXTÉRIEURE	944
— TITRE 15: AIDE DE PRÉADHÉSION	1027
— TITRE 16: DÉPENSES S'INSCRIVANT EN DEHORS DES PLAFONDS ANNUELS FIXÉS DANS LE CADRE FINANCIER PLURIANNUEL	1039
— TITRE 20: DÉPENSES ADMINISTRATIVES DE LA COMMISSION EUROPÉENNE	1063
— TITRE 21: ÉCOLES EUROPÉENNES ET PENSIONS	1158
— TITRE 30: RÉSERVES	1174
— PERSONNEL	1183
Annexes	
OFFICES	1237
OFFICE DES PUBLICATIONS	1238
— RECETTES	1239
— DÉPENSES	1244
OFFICE EUROPÉEN DE SÉLECTION DU PERSONNEL	1267
— RECETTES	1268
— DÉPENSES	1273
OFFICE DE GESTION ET DE LIQUIDATION DES DROITS INDIVIDUELS	1295
— RECETTES	1296
— DÉPENSES	1301
OFFICE POUR LES INFRASTRUCTURES ET LA LOGISTIQUE — BRUXELLES	1319
— RECETTES	1320
— DÉPENSES	1325
OFFICE POUR LES INFRASTRUCTURES ET LA LOGISTIQUE — LUXEMBOURG	1344
— RECETTES	1345
— DÉPENSES	1350
OFFICE EUROPÉEN DE LUTTE ANTIFRAUDE (OLAF)	1369
— RECETTES	1370
— DÉPENSES	1375
PROJETS PILOTES ET ACTIONS PRÉPARATOIRES	1395
PROJETS PILOTES	1396
— DÉPENSES	1397
ACTIONS PRÉPARATOIRES	1540
— DÉPENSES	1541

	Page
AUTRES ANNEXES	1638
ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN	1639
LISTE DE LIGNES BUDGÉTAIRES OUVERTES AUX PAYS CANDIDATS ET, LE CAS ÉCHÉANT, AUX CANDIDATS POTENTIELS DES BALKANS OCCIDENTAUX ET À CERTAINS PAYS PARTENAIRES.....	1654
RECETTES AFFECTÉES EXTERNES AU TITRE DE L'INSTRUMENT DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LA RELANCE	1657
OPÉRATIONS D'EMPRUNTS ET DE PRÊTS — EMPRUNTS ET PRÊTS GARANTIS PAR LE BUDGET DE L'UNION (À TITRE INDICATIF)	1661
MODIFICATIONS À LA NOMENCLATURE	1691
SECTION IV: COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE	1702
— ÉTAT DES RECETTES	1703
— TITRE 3: RECETTES ADMINISTRATIVES	1704
— TITRE 4: PRODUIT FINANCIER, INTÉRÊTS DE RETARD ET AMENDES	1711
— ÉTAT DES DÉPENSES	1713
— TITRE 1: PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION	1715
— TITRE 2: IMMEUBLES, MOBILIER, ÉQUIPEMENT ET DÉPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT	1735
— TITRE 3: DÉPENSES RÉSULTANT DE L'EXERCICE PAR L'INSTITUTION DE MISSIONS SPÉCIFIQUES	1751
— TITRE 10: AUTRES DÉPENSES	1753
— PERSONNEL	1755
SECTION V: COUR DES COMPTES EUROPÉENNE	1757
— ÉTAT DES RECETTES	1758
— TITRE 3: RECETTES ADMINISTRATIVES	1759
— TITRE 4: PRODUIT FINANCIER, INTÉRÊTS DE RETARD ET AMENDES	1766
— ÉTAT DES DÉPENSES	1768
— TITRE 1: PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION	1769
— TITRE 2: IMMEUBLES, MOBILIER, ÉQUIPEMENT ET DÉPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT	1787
— TITRE 10: AUTRES DÉPENSES	1803
— PERSONNEL	1805
SECTION VI: COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN	1807
— ÉTAT DES RECETTES	1808
— TITRE 3: RECETTES ADMINISTRATIVES	1809
— TITRE 4: PRODUIT FINANCIER, INTÉRÊTS DE RETARD ET AMENDES	1816
— ÉTAT DES DÉPENSES	1818
— TITRE 1: PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION	1819

	Page
— TITRE 2: IMMEUBLES, MOBILIER, ÉQUIPEMENT ET DÉPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT	1839
— TITRE 10: AUTRES DÉPENSES	1860
— PERSONNEL	1862
SECTION VII: COMITÉ EUROPÉEN DES RÉGIONS	1863
— ÉTAT DES RECETTES	1864
— TITRE 3: RECETTES ADMINISTRATIVES	1865
— TITRE 4: PRODUIT FINANCIER, INTÉRÊTS DE RETARD ET AMENDES	1872
— ÉTAT DES DÉPENSES	1874
— TITRE 1: PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION	1875
— TITRE 2: IMMEUBLES, MOBILIER, ÉQUIPEMENT ET DÉPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT	1894
— TITRE 10: AUTRES DÉPENSES	1913
— PERSONNEL	1915
SECTION VIII: MÉDIATEUR EUROPÉEN	1916
— ÉTAT DES RECETTES	1917
— TITRE 3: RECETTES ADMINISTRATIVES	1918
— TITRE 4: PRODUIT FINANCIER, INTÉRÊTS DE RETARD ET AMENDES	1926
— TITRE 6: RECETTES, CONTRIBUTIONS ET RESTITUTIONS LIÉES AUX POLITIQUES DE L'UNION	1928
— ÉTAT DES DÉPENSES	1930
— TITRE 1: DÉPENSES CONCERNANT LES PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION	1932
— TITRE 2: IMMEUBLES, MOBILIER, ÉQUIPEMENT ET DÉPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT	1947
— TITRE 3: DÉPENSES RÉSULTANT DE L'EXERCICE PAR L'INSTITUTION DE SES MISSIONS GÉNÉRALES	1956
— TITRE 10: AUTRES DÉPENSES	1964
— PERSONNEL	1966
SECTION IX: CONTRÔLEUR EUROPÉEN DE LA PROTECTION DES DONNÉES	1967
— RECETTES	1968
— TITRE 3: RECETTES ADMINISTRATIVES	1969
— TITRE 4: PRODUIT FINANCIER, INTÉRÊTS DE RETARD ET AMENDES	1976
— ÉTAT DES DÉPENSES	1978
— TITRE 1: PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION	1979
— TITRE 2: IMMEUBLES, ÉQUIPEMENT ET DÉPENSES LIÉES AU FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUTION	1995

	Page
— TITRE 3: COMITÉ EUROPÉEN DE LA PROTECTION DES DONNÉES	2001
— TITRE 10: AUTRES DÉPENSES	2017
— PERSONNEL	2019
SECTION X: SERVICE EUROPÉEN POUR L'ACTION EXTÉRIEURE	2021
— ÉTAT DES RECETTES	2022
— TITRE 3: RECETTES ADMINISTRATIVES	2023
— TITRE 4: PRODUIT FINANCIER, INTÉRÊTS DE RETARD ET AMENDES	2031
— TITRE 6: RECETTES, CONTRIBUTIONS ET RESTITUTIONS LIÉES AUX POLITIQUES DE L'UNION	2033
— ÉTAT DES DÉPENSES	2035
— TITRE 1: PERSONNEL AU SIÈGE	2036
— TITRE 2: IMMEUBLES, MATÉRIEL ET DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT AU SIÈGE	2053
— TITRE 3: DÉLÉGATIONS	2076
— TITRE 10: AUTRES DÉPENSES	2085
— PERSONNEL	2087

ÉTAT GÉNÉRAL DES DÉPENSES

INTRODUCTION AU BUDGET ANNUEL DE L'UNION

Le budget annuel de l'Union (ci-après dénommé «budget»), tel que prévu dans la sixième partie, titre II, chapitre 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, est l'acte qui prévoit et autorise, pour chaque exercice, l'ensemble des crédits pour les recettes et dépenses estimées nécessaires de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

L'établissement et l'exécution du budget doivent respecter les principes d'unité, de vérité budgétaire, d'annualité, d'équilibre, d'unité de compte, d'universalité, de spécialité, de bonne gestion financière et de transparence.

- Le *principe d'unité* et le *principe de vérité budgétaire* impliquent que toutes les recettes et toutes les dépenses de l'Union, quand celles-ci sont mises à la charge du budget, doivent être réunies et inscrites en un seul et unique document.
- Le *principe d'annualité* signifie que le budget est voté pour un exercice à la fois et que les crédits de cet exercice, tant en engagements qu'en paiements, doivent en principe être utilisés pendant ce même exercice.
- Suivant le *principe d'équilibre*, les prévisions des recettes de l'exercice doivent être égales aux crédits de paiement pour ce même exercice; un recours à l'emprunt pour couvrir un éventuel déficit budgétaire n'est pas compatible avec le système des ressources propres et n'est donc pas autorisé.
- Selon le *principe d'unité de compte*, le budget est établi et exécuté en euros et doit faire l'objet d'une reddition des comptes en euros.
- Le *principe d'universalité* signifie que l'ensemble des recettes couvre l'ensemble des crédits de paiement sous réserve de certaines recettes, déterminées de façon limitative, qui sont affectées en vue de financer des dépenses spécifiques. Les recettes et les dépenses sont inscrites au budget pour leur montant intégral, sans contraction entre elles.
- Le *principe de spécialité budgétaire* signifie que tout crédit doit avoir une destination déterminée et être affecté à un but spécifique afin d'éviter toute confusion d'un crédit avec un autre.
- Le *principe de bonne gestion financière* est défini par référence aux principes d'économie, d'efficacité et d'efficacé.
- Le *principe de transparence* vise à assurer une bonne information sur l'exécution du budget et les comptes.

Le budget présente les crédits pour les recettes et les dépenses par section, à raison d'une pour chacune des institutions de l'Union telles qu'elles sont définies à l'article 2, point 67, du règlement financier. Les crédits communs à toutes les institutions de l'Union pour les recettes (ressources propres, excédents, soldes et ajustements) sont présentés dans une section distincte intitulée «Total des recettes».

En vertu de l'article 47 du règlement financier, les recettes de la Commission ainsi que les crédits pour les recettes et les crédits pour les dépenses des autres institutions de l'Union sont classés suivant leur nature ou leur destination. La section du budget afférente à la Commission comporte une classification des dépenses suivant leur destination, en vue de renforcer la transparence de la gestion du budget au regard des objectifs de bonne gestion financière et notamment d'efficacité et d'efficacé.

Dans le volet des dépenses, le budget comporte des crédits dissociés, qui donnent lieu à des crédits d'engagement et à des crédits de paiement, et des crédits non dissociés. Les crédits d'engagement couvrent le coût total des engagements juridiques souscrits pendant l'exercice, tandis que les crédits de paiement couvrent les paiements qui découlent de l'exécution des engagements juridiques souscrits au cours de l'exercice ou des exercices précédents.

Pour 2024, les crédits autorisés dans le budget pour les dépenses s'élèvent à 189 385 440 186 EUR en engagements et à 142 630 300 039 EUR en paiements, ce qui représente un taux de variation de, respectivement, 1,6 % et - 13,7 % par rapport au budget 2023 (budgets rectificatifs compris).

Conformément à l'article 312 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le budget respecte les plafonds fixés pour l'exercice 2024 par le cadre financier pluriannuel (CFP) pour la période 2021-2027, conformément au règlement (UE, Euratom) 2020/2093 du Conseil du 17 décembre 2020 fixant le cadre financier pluriannuel pour les années 2021 à 2027 (JO L 433 I du 22.12.2020, p. 11). À cet égard, la section «État général des dépenses» comporte deux tableaux récapitulatifs qui présentent le budget suivant la structure par rubrique du CFP, au niveau global ainsi qu'au niveau des pôles et des programmes.

La présente section comprend également le tableau récapitulatif des emplois des tableaux des effectifs de l'ensemble des institutions (et organismes) de l'Union et le tableau récapitulatif des bâtiments.

TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DU BUDGET 2024 CONFORMÉMENT AU CFP 2021-2027

1. PLAFONDS CFP DU BUDGET 2024

Le tableau ci-dessous présente les plafonds des crédits d'engagement et des crédits de paiement dans le CFP ⁽¹⁾:

(Plafonds du cadre financier pluriannuel en Mio EUR, aux prix courants)

Rubrique	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
CRÉDITS D'ENGAGEMENT								
1. Marché unique, innovation et numérique	20 919	21 878	21 727	21 598	21 272	21 847	22 077	151 318
2. Cohésion, résilience et valeurs	6 364	67 806	70 137	73 289	74 993	66 536	70 283	429 408
2a. Cohésion économique, sociale et territoriale	1 769	61 345	62 939	64 683	66 479	56 725	58 639	372 579
2b. Résilience et valeurs	4 595	6 461	7 198	8 606	8 514	9 811	11 644	56 829
3. Ressources naturelles et environnement	56 841	56 965	57 295	57 449	57 558	57 332	57 557	400 997
dont: Dépenses relatives au marché et paiements directs	40 368	40 639	40 693	40 603	40 665	40 691	40 651	284 310
4. Migration et gestion des frontières	1 791	3 360	3 814	4 020	4 387	4 315	4 465	26 152
5. Sécurité et défense	1 696	1 896	1 946	2 004	2 243	2 435	2 705	14 925
6. Voisinage et le monde	16 247	16 802	16 329	15 830	15 304	14 754	15 331	110 597
7. Administration publique européenne	10 635	11 058	11 419	11 773	12 124	12 506	12 959	82 474
dont: Dépenses administratives des institutions	8 216	8 528	8 772	9 006	9 219	9 464	9 786	62 991
TOTAL DES ENGAGEMENTS	114 493	179 765	182 667	185 963	187 881	179 725	185 377	1 215 871
TOTAL DES PAIEMENTS	163 496	166 534	168 575	170 543	173 654	177 126	180 668	1 200 596

⁽¹⁾ Ces chiffres sont fondés sur la Communication de la Commission du 31 mai 2023 intitulée «Ajustement technique du cadre financier pluriannuel pour 2024 conformément à l'article 4 du règlement (UE, Euratom) 2020/2093 du Conseil fixant le cadre financier pluriannuel pour les années 2021 à 2027» [COM(2023) 320 du 6.6.2023].

2. RÉCAPITULATIF DU BUDGET 2024 BUDGET PAR RUBRIQUE DU CFP (TOTAL)

[Crédits d'engagement (CE) et crédits de paiement (CP) en EUR aux prix courants]

	Budget		Budget		Différence		Différence	
	2024		2023 ⁽¹⁾		2024 - 2023		2024 / 2023	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
1. Marché unique, innovation et numérique	21 493 372 987	20 827 967 003	21 415 056 589	20 190 331 790	78 316 398	637 635 213	0,4 %	3,2 %
<i>Plafond</i>	21 598 000 000		21 727 000 000					
dont part relevant des instruments de flexibilité								
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. a)]								
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. c)]								
<i>Marge</i>	104 627 013		311 943 411					
2. Cohésion, résilience et valeurs	74 560 690 949	33 715 996 204	70 586 704 063	56 327 891 508	3 973 986 886	- 22 611 895 304	5,6 %	- 40,1 %
<i>Plafond</i>	73 289 000 000		70 137 000 000					
dont part relevant des instruments de flexibilité	1 289 495 333		182 220 073					
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. a)]			280 000 000					
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. c)]								
<i>Marge</i>	17 804 384		12 516 010					
2a. Cohésion économique, sociale et territoriale	64 665 195 616	24 155 654 152	62 926 483 990	49 143 689 338	1 738 711 626	- 24 988 035 186	2,8 %	- 50,8 %
<i>Plafond</i>	64 683 000 000		62 939 000 000					
dont part relevant des instruments de flexibilité								
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. a)]								

	Budget		Budget		Différence		Différence	
	2024		2023 ⁽¹⁾		2024 - 2023		2024 / 2023	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. c)]								
Marge	17 804 384		12 516 010					
2b. Résilience et valeurs	9 895 495 333	9 560 342 052	7 660 220 073	7 184 202 170	2 235 275 260	2 376 139 882	29,2 %	33,1 %
Plafond	8 606 000 000		7 198 000 000					
dont part relevant des instruments de flexibilité	1 289 495 333		182 220 073					
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. a)]			280 000 000					
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. c)]								
Marge								
3. Ressources naturelles et environnement	57 338 630 839	54 151 402 941	57 218 143 225	56 747 545 265	120 487 614	- 2 596 142 324	0,2 %	- 4,6 %
Plafond	57 449 000 000		57 295 000 000					
dont part relevant des instruments de flexibilité								
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. a)]								
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. c)]								
Marge	110 369 161		76 856 775					
Dont: Dépenses relatives au marché et paiements directs	40 517 278 000	40 505 482 213	40 692 211 000	40 698 181 356	- 174 933 000	- 192 699 143	- 0,4 %	- 0,5 %
Sous-plafond FEAGA	41 649 000 000		41 518 000 000					
Écart d'arrondis exclu pour le calcul de la sous-marge	722 000		789 000					
Transferts nets entre le FEAGA et le Feader	- 1 046 000 000		- 825 000 000					

	Budget		Budget		Différence		Différence	
	2024		2023 ⁽¹⁾		2024 - 2023		2024 / 2023	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
<i>Solde net disponible pour les dépenses du FEAGA</i>	40 602 278 000		40 692 211 000					
<i>Sous-plafond FEAGA ajusté corrigé des transferts entre le FEAGA et le Feader</i>	40 603 000 000		40 693 000 000					
<i>Sous-marge FEAGA</i>	85 722 000		789 000					
<i>Sous-marge FEAGA (hors écart d'arrondis)</i>	85 000 000							
4. Migration et gestion des frontières	3 892 705 671	3 248 967 443	3 727 311 518	2 779 380 252	165 394 153	469 587 191	4,4 %	16,9 %
<i>Plafond</i>	4 020 000 000		3 814 000 000					
<i>dont part relevant des instruments de flexibilité</i>								
<i>dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. a)]</i>								
<i>dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. c)]</i>								
<i>Marge</i>	127 294 329		86 688 482					
5. Sécurité et défense	2 321 177 926	2 035 413 531	2 116 636 829	1 137 374 612	204 541 097	898 038 919	9,7 %	79,0 %
<i>Plafond</i>	2 004 000 000		1 946 000 000					
<i>dont part relevant des instruments de flexibilité</i>	317 177 926		170 636 829					
<i>dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. a)]</i>								
<i>dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. c)]</i>								
<i>Marge</i>								
6. Voisinage et le monde	16 230 000 000	15 291 157 313	17 211 879 478	13 994 937 845	- 981 879 478	1 296 219 468	- 5,7 %	9,3 %
<i>Plafond</i>	15 830 000 000		16 329 000 000					

	Budget		Budget		Différence		Différence	
	2024		2023 ⁽¹⁾		2024 - 2023		2024 / 2023	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
dont part relevant des instruments de flexibilité	28 828 204		882 879 478					
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. a)]	371 171 796							
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. c)]								
Marge								
7. Administration publique européenne	11 988 000 603	11 988 000 603	11 345 719 501	11 345 719 501	642 281 102	642 281 102	5,7 %	5,7 %
Plafond	11 773 000 000		11 419 000 000					
dont part relevant des instruments de flexibilité								
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. a)]	215 000 603							
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. c)]								
Marge			73 280 499					
dont: Dépenses administratives des institutions	9 175 375 841	9 175 375 841	8 720 412 899	8 720 412 899	454 962 942	454 962 942	5,2 %	5,2 %
Sous-plafond	9 006 000 000		8 772 000 000					
dont part relevant des instruments de flexibilité	0		0					
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. a)]	169 375 841		0					
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. c)]	0		0					
Sous-marge			51 587 101					
Crédits pour les rubriques	187 824 578 975	141 258 905 038	183 621 451 203	162 523 180 773	4 203 127 772	- 21 264 275 735	2,3 %	- 13,1 %
dont part relevant de l'instrument de flexibilité	1 635 501 463	1 734 392 297	1 235 736 380	948 114 733				
Plafond	185 963 000 000	170 543 000 000	182 667 000 000	168 575 000 000				

	Budget		Budget		Différence		Différence	
	2024		2023 ⁽¹⁾		2024 - 2023		2024 / 2023	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. a)]	586 172 399		280 000 000					
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. c)]								
<i>Marge</i>	360 094 887	31 018 487 259	561 285 177	6 999 933 960				
Crédits en % du RNB	1,06 %	0,80 %	1,08 %	0,96 %				
Instruments spéciaux thématiques	1 560 861 211	1 371 395 001	2 855 153 029	2 679 794 000	- 1 294 291 818	- 1 308 398 999	- 45,3 %	- 48,8 %
Total des crédits	189 385 440 186	142 630 300 039	186 476 604 232	165 202 974 773	2 908 835 954	- 22 572 674 734	1,6 %	- 13,7 %
Crédits en % du RNB	1,07 %	0,80 %	1,10 %	0,97 %				

⁽¹⁾ Le budget 2023 inclut les budgets rectificatifs n^{os} 1/2023 à 4/2023.

3. RÉCAPITULATIF DU BUDGET 2024 PAR RUBRIQUE DU CFP (PAR PÔLE ET PAR PROGRAMME)

[Crédits d'engagement (CE) et crédits de paiement (CP) en EUR aux prix courants]

	Budget		Budget		Différence		Différence	
	2024		2023 ⁽¹⁾		2024 - 2023		2024 / 2023	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
1. Marché unique, innovation et numérique	21 493 372 987	20 827 967 003	21 415 056 589	20 190 331 790	78 316 398	637 635 213	0,4 %	3,2 %
dont part relevant des instruments de flexibilité								
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. a)]								
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. c)]								
Plafond	21 598 000 000		21 727 000 000					
Marge	104 627 013		311 943 411					
Pôle 01 - Recherche et innovation	13 639 104 033	12 701 370 884	13 296 916 265	12 592 550 089	342 187 768	108 820 795	2,6 %	0,9 %
Horizon Europe	12 897 088 532	11 832 765 189	12 432 890 425	11 893 369 694	464 198 107	- 60 604 505	3,7 %	- 0,5 %
Programme Euratom de recherche et de formation	281 235 603	332 554 884	276 477 488	274 291 070	4 758 115	58 263 814	1,7 %	21,2 %
Réacteur thermonucléaire expérimental international (ITER)	436 299 898	509 170 726	559 848 352	407 228 782	- 123 548 454	101 941 944	- 22,1 %	25,0 %
Autres actions	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.			- 100,0 %	- 100,0 %
Projets pilotes et actions préparatoires	24 480 000	26 880 085	27 700 000	17 660 543	- 3 220 000	9 219 542	- 11,6 %	52,2 %
Pôle 02 - Investissements stratégiques européens	4 594 967 505	4 756 129 370	4 902 744 853	4 390 650 864	- 307 777 348	365 478 506	- 6,3 %	8,3 %
Fonds InvestEU	347 546 000	346 692 531	340 742 000	389 842 211	6 804 000	- 43 149 680	2,0 %	- 11,1 %
Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) - Transports	1 757 250 201	2 118 768 416	1 852 540 197	1 943 486 490	- 95 289 996	175 281 926	- 5,1 %	9,0 %

	Budget		Budget		Différence		Différence	
	2024		2023 ⁽¹⁾		2024 - 2023		2024 / 2023	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) - Énergie	885 407 256	741 385 344	856 401 939	720 857 670	29 005 317	20 527 674	3,4 %	2,8 %
Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) - Technologie numérique	87 128 042	151 240 642	289 076 945	230 032 761	- 201 948 903	- 78 792 119	- 69,9 %	- 34,3 %
Programme pour une Europe numérique	1 265 908 188	1 149 659 667	1 326 928 895	856 118 126	- 61 020 707	293 541 541	- 4,6 %	34,3 %
Organismes décentralisés	213 446 135	213 446 135	205 418 565	205 418 565	8 027 570	8 027 570	3,9 %	3,9 %
Autres actions	p.m.	p.m.	3 500 000	3 500 000	- 3 500 000	- 3 500 000	- 100,0 %	- 100,0 %
Projets pilotes et actions préparatoires	13 790 000	14 416 635	4 125 000	17 645 041	9 665 000	- 3 228 406	234,3 %	- 18,3 %
Actions financées dans le cadre des prérogatives de la Commission et des compétences spécifiques conférées à la Commission	24 491 683	20 520 000	24 011 312	23 750 000	480 371	- 3 230 000	2,0 %	- 13,6 %
Pôle 03 - Marché unique	958 228 104	914 955 904	939 232 234	943 158 600	18 995 870	- 28 202 696	2,0 %	- 3,0 %
Programme du marché unique (y compris PME)	602 250 000	601 245 738	602 820 090	615 260 036	- 570 090	- 14 014 298	- 0,1 %	- 2,3 %
Programme de l'Union en matière de lutte contre la fraude	25 505 999	23 211 637	24 850 000	26 370 516	655 999	- 3 158 879	2,6 %	- 12,0 %
Coopération dans le domaine de la fiscalité (FISCALIS)	38 432 232	30 437 501	37 678 659	36 170 000	753 573	- 5 732 499	2,0 %	- 15,8 %
Coopération dans le domaine des douanes (DOUANE)	135 714 000	104 838 141	133 053 000	119 860 000	2 661 000	- 15 021 859	2,0 %	- 12,5 %
Organismes décentralisés	135 565 873	135 565 873	125 630 485	125 630 485	9 935 388	9 935 388	7,9 %	7,9 %
Autres actions	9 000 000	9 000 000	9 700 000	9 700 000	- 700 000	- 700 000	- 7,2 %	- 7,2 %
Projets pilotes et actions préparatoires	11 760 000	10 657 014	5 500 000	10 167 563	6 260 000	489 451	113,8 %	4,8 %
Pôle 04 - Espace	2 301 073 345	2 455 510 845	2 276 163 237	2 263 972 237	24 910 108	191 538 608	1,1 %	8,5 %
Programme spatial européen	2 088 270 000	2 182 600 000	2 045 101 000	2 090 660 000	43 169 000	91 940 000	2,1 %	4,4 %

	Budget		Budget		Différence		Différence	
	2024		2023 ⁽¹⁾		2024 - 2023		2024 / 2023	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
Connectivité sécurisée de l'Union	117 350 000	190 200 000	156 300 000	98 550 000	- 38 950 000	91 650 000	- 24,9 %	93,0 %
Organismes décentralisés	78 463 345	78 463 345	74 762 237	74 762 237	3 701 108	3 701 108	5,0 %	5,0 %
Projets pilotes et actions préparatoires	16 990 000	4 247 500			16 990 000	4 247 500	0	0
2. Cohésion, résilience et valeurs	74 560 690 949	33 715 996 204	70 586 704 063	56 327 891 508	3 973 986 886	- 22 611 895 304	5,6 %	- 40,1 %
dont part relevant des instruments de flexibilité	1 289 495 333		182 220 073					
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. a)]			280 000 000					
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. c)]								
Plafond	73 289 000 000		70 137 000 000					
Marge	17 804 384		12 516 010					
2a. Cohésion économique, sociale et territoriale	64 665 195 616	24 155 654 152	62 926 483 990	49 143 689 338	1 738 711 626	- 24 988 035 186	2,8 %	- 50,8 %
dont part relevant des instruments de flexibilité								
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. a)]								
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. c)]								
Plafond	64 683 000 000		62 939 000 000					
Marge	17 804 384		12 516 010					
Pôle 05 - Développement régional et cohésion	47 882 433 364	17 300 048 145	46 151 987 499	36 771 174 159	1 730 445 865	-19 471 126 014	3,7 %	- 53,0 %
Fonds européen de développement régional (FEDER)	39 434 466 155	13 079 405 451	38 392 573 227	26 233 345 530	1 041 892 928	-13 153 940 079	2,7 %	- 50,1 %

	Budget		Budget		Différence		Différence	
	2024		2023 ⁽¹⁾		2024 - 2023		2024 / 2023	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
Fonds de cohésion (FC)	8 447 967 209	4 215 982 694	7 755 914 272	10 532 718 629	692 052 937	- 6 316 735 935	8,9 %	- 60,0 %
Projets pilotes et actions préparatoires	p.m.	4 660 000	3 500 000	5 110 000	- 3 500 000	- 450 000	- 100,0 %	- 8,8 %
Pôle 07 - Investissement dans le capital humain, la cohésion sociale et les valeurs	16 782 762 252	6 855 606 007	16 774 496 491	12 372 515 179	8 265 761	- 5 516 909 172	0,0 %	- 44,6 %
Fonds social européen (FSE)	16 782 762 252	6 855 606 007	16 774 496 491	12 372 515 179	8 265 761	- 5 516 909 172	0,0 %	- 44,6 %
2b. Résilience et valeurs	9 895 495 333	9 560 342 052	7 660 220 073	7 184 202 170	2 235 275 260	2 376 139 882	0,0 %	0,0 %
dont part relevant des instruments de flexibilité	1 289 495 333		182 220 073					
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. a)]			280 000 000					
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. c)]								
Plafond	8 606 000 000		7 198 000 000					
Marge								
Pôle 05 - Développement régional et cohésion	34 285 980	31 969 879	33 613 010	36 873 475	672 970	- 4 903 596	2,0 %	- 13,3 %
Soutien à la communauté chypriote turque	34 285 980	31 969 879	33 613 010	36 873 475	672 970	- 4 903 596	2,0 %	- 13,3 %
Pôle 06 - Reprise et résilience	4 719 865 703	4 653 961 893	2 637 868 591	2 640 836 067	2 081 997 112	2 013 125 826	78,9 %	76,2 %
Facilité européenne pour la reprise et la résilience et instrument d'appui technique	123 486 392	104 735 800	121 065 192	114 966 000	2 421 200	- 10 230 200	2,0 %	- 8,9 %
Protection de l'euro contre le faux-monnayage («programme Pericles IV»)	884 755	983 192	867 060	1 205 570	17 695	- 222 378	2,0 %	- 18,4 %
Coût du financement de l'instrument de l'Union européenne pour la relance (EURI)	3 340 000 000	3 340 000 000	1 315 775 000	1 315 775 000	2 024 225 000	2 024 225 000	153,8 %	153,8 %

	Budget		Budget		Différence		Différence	
	2024		2023 ⁽¹⁾		2024 - 2023		2024 / 2023	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
Mécanisme de protection civile de l'Union (rescEU)	240 311 354	259 908 000	188 005 975	312 019 857	52 305 379	- 52 111 857	27,8 %	- 16,7 %
L'UE pour la santé (EU4Health)	753 792 242	689 068 410	739 250 309	626 841 615	14 541 933	62 226 795	2,0 %	9,9 %
Instrument pour le soutien d'urgence au sein de l'Union (ESI)	p.m.	1 999 028	p.m.	5 878 000		- 3 878 972		- 66,0 %
Organismes décentralisés	249 293 189	245 467 463	260 905 055	253 150 025	- 11 611 866	- 7 682 562	- 4,5 %	- 3,0 %
Projets pilotes et actions préparatoires	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.				
Actions financées dans le cadre des prérogatives de la Commission et des compétences spécifiques conférées à la Commission	12 097 771	11 800 000	12 000 000	11 000 000	97 771	800 000	0,8 %	7,3 %
Pôle 07 - Investissement dans le capital humain, la cohésion sociale et les valeurs	5 141 343 650	4 874 410 280	4 988 738 472	4 506 492 628	152 605 178	367 917 652	3,1 %	8,2 %
Emploi et innovation sociale	93 500 000	85 000 000	93 500 000	95 200 000	0	- 10 200 000	0	- 10,7 %
Erasmus+	3 796 131 530	3 522 138 893	3 668 525 437	3 291 597 196	127 606 093	230 541 697	3,5 %	7,0 %
Corps européen de solidarité (ESC)	144 020 247	138 675 374	144 196 320	124 118 124	- 176 073	14 557 250	- 0,1 %	11,7 %
Europe créative	334 788 132	365 763 754	332 790 321	312 462 192	1 997 811	53 301 562	0,6 %	17,1 %
Justice	41 791 000	38 516 968	42 225 000	39 817 603	- 434 000	- 1 300 635	- 1,0 %	- 3,3 %
Citoyens, égalité, droits et valeurs	219 462 993	225 564 096	215 282 092	156 569 755	4 180 901	68 994 341	1,9 %	44,1 %
Agences décentralisées et Parquet européen	294 845 169	286 083 169	271 478 848	266 290 848	23 366 321	19 792 321	8,6 %	7,4 %
Autres actions	7 900 000	7 000 000	7 900 000	6 000 000	0	1 000 000	0	16,7 %
Projets pilotes et actions préparatoires	25 827 500	38 714 440	31 590 500	46 974 582	- 5 763 000	- 8 260 142	- 18,2 %	- 17,6 %
Actions financées dans le cadre des prérogatives de la Commission et des compétences spécifiques conférées à la Commission	183 077 079	166 953 586	181 249 954	167 462 328	1 827 125	- 508 742	1,0 %	- 0,3 %

	Budget		Budget		Différence		Différence	
	2024		2023 ⁽¹⁾		2024 - 2023		2024 / 2023	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
3. Ressources naturelles et environnement	57 338 630 839	54 151 402 941	57 218 143 225	56 747 545 265	120 487 614	- 2 596 142 324	0,2 %	- 4,6 %
dont part relevant des instruments de flexibilité								
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. a)]								
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. c)]								
<i>Plafond</i>	57 449 000 000		57 295 000 000					
<i>Marge</i>	110 369 161		76 856 775					
Dont: Dépenses relatives au marché et paiements directs	40 517 278 000	40 505 482 213	40 692 211 000	40 698 181 356	- 174 933 000	- 192 699 143	- 0,4 %	- 0,5 %
<i>Sous-plafond FEAGA</i>	41 649 000 000		41 518 000 000					
<i>Écart d'arrondis exclu pour le calcul de la sous-marge</i>	722 000		789 000					
<i>Transferts nets entre le FEAGA et le Feader</i>	- 1 046 000 000		- 825 000 000					
<i>Solde net disponible pour les dépenses du FEAGA</i>	40 602 278 000		40 692 211 000					
<i>Sous-plafond FEAGA ajusté corrigé des transferts entre le FEAGA et le Feader</i>	40 603 000 000		40 693 000 000					
<i>Sous-marge FEAGA</i>	85 722 000		789 000					
<i>Sous-marge FEAGA (hors écart d'arrondis)</i>	85 000 000							
Pôle 08 - Agriculture et politique maritime	54 943 979 402	53 455 283 942	54 877 501 540	56 148 976 403	66 477 862	- 2 693 692 461	0,1 %	- 4,8 %
Fonds européen agricole de garantie (FEAGA)	40 517 278 000	40 505 482 213	40 692 211 000	40 698 181 356	- 174 933 000	- 192 699 143	- 0,4 %	- 0,5 %

	Budget		Budget		Différence		Différence	
	2024		2023 ⁽¹⁾		2024 - 2023		2024 / 2023	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader)	13 155 810 194	11 991 887 000	12 934 676 920	14 402 190 175	221 133 274	- 2 410 303 175	1,7 %	- 16,7 %
Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture (FEAMPA)	1 069 715 576	780 643 502	1 102 824 579	888 605 509	- 33 109 003	- 107 962 007	- 3,0 %	- 12,1 %
Accords de partenariat dans le domaine de la pêche durable (APPD) et organisations régionales de gestion des pêches (ORGP)	162 781 754	142 628 754	116 753 754	126 378 754	46 028 000	16 250 000	39,4 %	12,9 %
Organismes décentralisés	29 853 878	29 853 878	29 535 287	29 535 287	318 591	318 591	1,1 %	1,1 %
Projets pilotes et actions préparatoires	8 540 000	4 788 595	1 500 000	4 085 322	7 040 000	703 273	469,3 %	17,2 %
Pôle 09 - Environnement et action pour le climat	2 394 651 437	696 118 999	2 340 641 685	598 568 862	54 009 752	97 550 137	2,3 %	16,3 %
Programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE)	764 949 659	571 375 575	758 424 884	525 592 771	6 524 775	45 782 804	0,9 %	8,7 %
Fonds pour une transition juste	1 489 859 854	3 257 816	1 466 200 981	2 800 000	23 658 873	457 816	1,6 %	16,4 %
Facilité de prêt au secteur public dans le cadre du mécanisme pour une transition juste (MTJ)	50 000 000	35 000 000	50 000 000	p.m.		35 000 000		
Organismes décentralisés	67 601 924	67 601 924	56 665 820	56 665 820	10 936 104	10 936 104	19,3 %	19,3 %
Actions financées dans le cadre des prérogatives de la Commission et des compétences spécifiques conférées à la Commission	16 240 000	7 362 000	4 150 000	1 565 679	12 090 000	5 796 321	291,3 %	370,2 %
Projets pilotes et actions préparatoires	6 000 000	11 521 684	5 200 000	11 944 592	800 000	- 422 908	15,4 %	- 3,5 %
4. Migration et gestion des frontières	3 892 705 671	3 248 967 443	3 727 311 518	2 779 380 252	165 394 153	469 587 191	4,4 %	16,9 %
Plafond	4 020 000 000		3 814 000 000					
dont part relevant des instruments de flexibilité								
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. a)]								

	Budget		Budget		Différence		Différence	
	2024		2023 ⁽¹⁾		2024 - 2023		2024 / 2023	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. c)]								
Marge	127 294 329		86 688 482					
Pôle 10 - Migration	1 677 316 429	1 528 174 176	1 626 790 540	1 243 088 787	50 525 889	285 085 389	3,1 %	22,9 %
Fonds «Asile, migration et intégration» (FAMI)	1 508 215 253	1 359 073 000	1 454 621 253	1 070 919 500	53 594 000	288 153 500	3,7 %	26,9 %
Organismes décentralisés	169 101 176	169 101 176	172 169 287	172 169 287	- 3 068 111	- 3 068 111	- 1,8 %	- 1,8 %
Projets pilotes et actions préparatoires	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.				
Pôle 11 - Gestion des frontières	2 215 389 242	1 720 793 267	2 100 520 978	1 536 291 465	114 868 264	184 501 802	5,5 %	12,0 %
Fonds pour la gestion intégrée des frontières (FGIF) - instrument relatif à la gestion des frontières et aux visas (IGFV)	1 023 132 303	523 607 000	956 798 303	396 992 752	66 334 000	126 614 248	6,9 %	31,9 %
Fonds pour la gestion intégrée des frontières (FGIF) - instrument de soutien financier relatif aux équipements de contrôle douanier	143 773 000	156 731 000	140 953 000	71 779 570	2 820 000	84 951 430	2,0 %	118,4 %
Organismes décentralisés	1 048 483 939	1 040 455 267	1 002 769 675	1 067 519 143	45 714 264	- 27 063 876	4,6 %	- 2,5 %
5. Sécurité et défense	2 321 177 926	2 035 413 531	2 116 636 829	1 137 374 612	204 541 097	898 038 919	9,7 %	79,0 %
Plafond	2 004 000 000		1 946 000 000					
dont part relevant des instruments de flexibilité	317 177 926		170 636 829					
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. a)]								
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. c)]								
Marge								

	Budget		Budget		Différence		Différence	
	2024		2023 ⁽¹⁾		2024 - 2023		2024 / 2023	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
Pôle 12 - Sécurité	732 811 177	734 358 335	688 722 828	559 037 952	44 088 349	175 320 383	6,4 %	31,4 %
<i>Fonds pour la sécurité intérieure</i>	321 885 754	237 580 000	309 857 754	195 470 000	12 028 000	42 110 000	3,9 %	21,5 %
<i>Déclassement d'installations nucléaires (Lituanie)</i>	74 600 000	151 940 000	68 800 000	60 000 000	5 800 000	91 940 000	8,4 %	153,2 %
<i>Sûreté nucléaire et déclassement d'installations (y compris pour la Bulgarie et la Slovaquie)</i>	62 324 124	71 764 000	57 239 458	53 156 000	5 084 666	18 608 000	8,9 %	35,0 %
<i>Organismes décentralisés</i>	251 139 541	251 139 541	230 411 952	230 411 952	20 727 589	20 727 589	9,0 %	9,0 %
<i>Projets pilotes et actions préparatoires</i>	p.m.	1 200 000	p.m.	800 000		400 000		50,0 %
<i>Actions financées dans le cadre des prérogatives de la Commission et des compétences spécifiques conférées à la Commission</i>	22 861 758	20 734 794	22 413 664	19 200 000	448 094	1 534 794	2,0 %	8,0 %
Pôle 13 - Défense	1 588 366 749	1 301 055 196	1 427 914 001	578 336 660	160 452 748	722 718 536	11,2 %	125,0 %
<i>Fonds européen de la défense (recherche)</i>	218 204 072	210 847 700	319 253 621	164 146 640	- 101 049 549	46 701 060	- 31,7 %	28,5 %
<i>Fonds européen de la défense (hors recherche)</i>	419 823 000	539 500 000	626 447 000	250 100 000	- 206 624 000	289 400 000	- 33,0 %	115,7 %
<i>Mobilité militaire</i>	251 367 376	261 726 496	295 185 681	131 715 020	- 43 818 305	130 011 476	- 14,8 %	98,7 %
<i>Connectivité sécurisée de l'Union</i>	96 000 000	110 000 000	30 000 000	30 000 000	66 000 000	80 000 000	220,0 %	266,7 %
<i>Instrument à court terme pour des acquisitions conjointes dans le domaine de la défense</i>	259 972 301	100 000 000	0	0	259 972 301	100 000 000	0	0
<i>Instrument de renforcement de l'industrie de la défense</i>	343 000 000	78 500 000	157 027 699	1 000 000	185 972 301	77 500 000	118,4 %	7 750,0 %
<i>Projets pilotes et actions préparatoires</i>	p.m.	481 000	p.m.	1 375 000		- 894 000		- 65,0 %
6. Voisinage et le monde	16 230 000 000	15 291 157 313	17 211 879 478	13 994 937 845	- 981 879 478	1 296 219 468	- 5,7 %	9,3 %
dont part relevant des instruments de flexibilité	28 828 204		882 879 478					
Plafond	15 830 000 000		16 329 000 000					

	Budget		Budget		Différence		Différence	
	2024		2023 ⁽¹⁾		2024 - 2023		2024 / 2023	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. a)]	371 171 796							
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. c)]								
Marge								
Pôle 14 - Action extérieure	14 113 539 967	13 316 536 039	14 680 808 005	11 404 310 319	- 567 268 038	1 912 225 720	- 3,9 %	16,8 %
<i>Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — L'Europe dans le monde</i>	11 523 889 314	10 763 801 966	12 250 770 313	8 943 716 018	- 726 880 999	1 820 085 948	- 5,9 %	20,4 %
<i>Instrument européen relatif à la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire (ICSN)</i>	41 760 000	27 068 969	39 930 000	32 103 655	1 830 000	- 5 034 686	4,6 %	- 15,7 %
<i>Aide humanitaire (HUMA)</i>	1 910 704 480	1 897 373 786	1 776 863 917	1 834 235 450	133 840 563	63 138 336	7,5 %	3,4 %
<i>Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)</i>	384 663 881	384 663 881	371 816 857	380 600 000	12 847 024	4 063 881	3,5 %	1,1 %
<i>Pays et territoires d'outre-mer (PTOM)</i>	71 429 001	71 642 133	70 028 000	59 274 188	1 401 001	1 401 001	2,0 %	2,0 %
<i>Assistance macrofinancière plus à l'Ukraine (AMF+)</i>	5 000 000	5 000 000	0	0	5 000 000	5 000 000	0	0
<i>Autres actions</i>	81 346 602	81 346 602	78 429 424	61 598 845	2 917 178	19 747 757	3,7 %	32,1 %
<i>Projets pilotes et actions préparatoires</i>	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.				
<i>Actions financées dans le cadre des prérogatives de la Commission et des compétences spécifiques conférées à la Commission</i>	94 746 689	85 638 702	92 969 494	92 782 163	1 777 195	- 7 143 461	1,9 %	- 7,7 %
Pôle 15 - Aide de préadhésion	2 116 460 033	1 974 621 274	2 531 071 473	2 590 627 526	- 414 611 440	- 616 006 252	- 16,4 %	- 23,8 %
<i>Aide de préadhésion (IPA III)</i>	2 116 460 033	1 974 621 274	2 531 071 473	2 590 627 526	- 414 611 440	- 616 006 252	- 16,4 %	- 23,8 %

	Budget		Budget		Différence		Différence	
	2024		2023 ⁽¹⁾		2024 - 2023		2024 / 2023	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
7. Administration publique européenne	11 988 000 603	11 988 000 603	11 345 719 501	11 345 719 501	642 281 102	642 281 102	5,7 %	5,7 %
<i>Plafond</i>	11 773 000 000		11 419 000 000					
dont part relevant des instruments de flexibilité								
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. a)]	215 000 603							
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. c)]								
<i>Marge</i>			73 280 499					
dont: Dépenses administratives des institutions	9 175 375 841	9 175 375 841	8 720 412 899	8 720 412 899	454 962 942	454 962 942	5,2 %	5,2 %
<i>Sous-plafond</i>	9 006 000 000		8 772 000 000					
dont part relevant des instruments de flexibilité								
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. a)]	169 375 841							
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. c)]								
<i>Marge</i>			51 587 101					
Pensions	2 565 464 000	2 565 464 000	2 391 095 000	2 391 095 000	174 369 000	174 369 000	7,3 %	7,3 %
<i>Pensions du personnel</i>	2 515 034 000	2 515 034 000	2 344 846 000	2 344 846 000	170 188 000	170 188 000	7,3 %	7,3 %
<i>Pensions des anciens membres — Institutions</i>	50 430 000	50 430 000	46 249 000	46 249 000	4 181 000	4 181 000	9,0 %	9,0 %
Écoles européennes	247 160 762	247 160 762	234 211 602	234 211 602	12 949 160	12 949 160	5,5 %	5,5 %
<i>Parlement européen</i>	837 738	837 738	795 000	795 000	42 738	42 738	5,4 %	5,4 %
<i>Commission</i>	246 057 330	246 057 330	233 168 126	233 168 126	12 889 204	12 889 204	5,5 %	5,5 %
<i>Cour de justice de l'Union européenne</i>	55 000	55 000	48 000	48 000	7 000	7 000	14,6 %	14,6 %

	Budget		Budget		Différence		Différence	
	2024		2023 ⁽¹⁾		2024 - 2023		2024 / 2023	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
Médiateur européen	175 694	175 694	167 676	167 676	8 018	8 018	4,8 %	4,8 %
Service européen pour l'action extérieure	35 000	35 000	32 800	32 800	2 200	2 200	6,7 %	6,7 %
Dépenses administratives des institutions	9 175 375 841	9 175 375 841	8 720 412 899	8 720 412 899	454 962 942	454 962 942	5,2 %	5,2 %
Parlement européen	2 382 263 574	2 382 263 574	2 246 339 550	2 246 339 550	135 924 024	135 924 024	6,1 %	6,1 %
Conseil européen et Conseil	676 881 123	676 881 123	647 908 757	647 908 757	28 972 366	28 972 366	4,5 %	4,5 %
Commission	4 221 841 225	4 221 841 225	4 032 059 702	4 032 059 702	189 781 523	189 781 523	4,7 %	4,7 %
Cour de justice de l'Union européenne	503 782 531	503 782 531	485 977 796	485 977 796	17 804 735	17 804 735	3,7 %	3,7 %
Cour des comptes européenne	185 655 890	185 655 890	175 059 922	175 059 922	10 595 968	10 595 968	6,1 %	6,1 %
Comité économique et social européen	164 945 524	164 945 524	158 767 970	158 767 970	6 177 554	6 177 554	3,9 %	3,9 %
Comité européen des régions	121 878 345	121 878 345	116 675 392	116 675 392	5 202 953	5 202 953	4,5 %	4,5 %
Médiateur européen	13 667 466	13 667 466	13 044 771	13 044 771	622 695	622 695	4,8 %	4,8 %
Contrôleur européen de la protection des données	24 329 460	24 329 460	22 711 559	22 711 559	1 617 901	1 617 901	7,1 %	7,1 %
Service européen pour l'action extérieure	880 130 703	880 130 703	821 867 480	821 867 480	58 263 223	58 263 223	7,1 %	7,1 %
Crédits pour les rubriques	187 824 578 975	141 258 905 038	183 621 451 203	162 523 180 773	4 203 127 772	- 21 264 275 735	2,3 %	- 13,1 %
Plafond	185 963 000 000	170 543 000 000	182 667 000 000	168 575 000 000				
dont part relevant de l'instrument de flexibilité	1 635 501 463	1 734 392 297	1 235 736 380	948 114 733				
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. a)]	586 172 399		280 000 000					
dont part relevant du dispositif de marge unique [art. 11, par. 1, pt. c)]								
Marge	360 094 887	31 018 487 259	561 285 177	6 999 933 960				

	Budget		Budget		Différence		Différence	
	2024		2023 ⁽¹⁾		2024 - 2023		2024 / 2023	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
Crédits en % du RNB	1,06 %	0,80 %	1,08 %	0,96 %				
Instruments spéciaux thématiques	1 560 861 211	1 371 395 001	2 855 153 029	2 679 794 000	- 1 294 291 818	- 1 308 398 999	- 45,3 %	- 48,8 %
<i>Réserve de solidarité et d'aide d'urgence</i>	1 351 395 001	1 351 395 001	1 324 897 000	1 324 897 000	26 498 001	26 498 001	2,0 %	2,0 %
<i>Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM)</i>	209 466 210	20 000 000	205 359 029	30 000 000	4 107 181	- 10 000 000	2,0 %	- 33,3 %
<i>Réserve d'ajustement au Brexit</i>	<i>p.m.</i>	<i>p.m.</i>	1 324 897 000	1 324 897 000	- 1 324 897 000	- 1 324 897 000	- 100,0 %	- 100,0 %
Total des crédits	189 385 440 186	142 630 300 039	186 476 604 232	165 202 974 773	2 908 835 954	- 22 572 674 734	1,6 %	- 13,7 %
Crédits en % du RNB	1,07 %	0,80 %	1,10 %	0,97 %				

⁽¹⁾ Le budget 2023 inclut les budgets rectificatifs n^{os} 1/2023 à 4/2023.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES TABLEAUX DES EFFECTIFS DES INSTITUTIONS ET ORGANISMES DE L'UNION

Institutions	Budget 2024			Budget 2023 ⁽¹⁾		
	Emplois permanents	Emplois temporaires	Total	Emplois permanents	Emplois temporaires	Total
Parlement européen	5 551	1 372	6 923	5 558	1 365	6 923
Conseil européen et Conseil	2 993	36	3 029	2 994	35	3 029
Commission	22 986	391	23 377	23 011	404	23 415
<i>Administration</i>	18 392	365	18 757	18 382	375	18 757
<i>Recherche et innovation – Centre commun de recherche</i>	1 660		1 660	1 683		1 683
<i>Recherche et innovation – Actions indirectes</i>	1 366	6	1 372	1 368	5	1 373
<i>Office des publications</i>	576	5	581	576	5	581
<i>Office européen de sélection du personnel</i>	108	1	109	108	1	109
<i>Office de gestion et de liquidation des droits individuels</i>	163		163	163		163
<i>Office pour les infrastructures et la logistique — Bruxelles</i>	303	1	304	315	1	316
<i>Office pour les infrastructures et la logistique — Luxembourg</i>	115		115	117		117
<i>Office européen de lutte antifraude (OLAF)</i>	303	13	316	299	17	316
Cour de justice de l'Union européenne	1 548	566	2 114	1 549	565	2 114
Cour des comptes européenne	687	195	882	687	195	882
Comité économique et social européen	624	46	670	628	43	671
Comité européen des régions	437	59	496	437	59	496
Médiateur européen	44	31	75	43	32	75
Contrôleur européen de la protection des données	89		89	89		89
Service européen pour l'action extérieure	1 752		1 752	1 752	1	1 753
Total	36 711	2 696	39 407	36 748	2 699	39 447

(1) Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux du budget de l'exercice 2023 (JO L 58 du 23.2.2023) augmenté des budgets rectificatifs n^{os} 1/2023 à 4/2023.

Organismes créés par l'Union et dotés de la personnalité juridique	Budget 2024			Budget 2023 ⁽¹⁾		
	Emplois permanents	Emplois temporaires	Total	Emplois permanents	Emplois temporaires	Total
Organismes décentralisés	86	8 285	8 371	87	7 873	7 960
Entreprises communes européennes	43	272	315	45	270	315
Institut européen d'innovation et de technologie		45	45		45	45
Agences exécutives		890	890		876	876
Total	129	9 492	9 621	132	9 064	9 196

(¹) Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux du budget de l'exercice 2023 (JO L 58 du 23.2.2023) augmenté des budgets rectificatifs n^{os} 1/2023 à 4/2023.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES BÂTIMENTS PAR INSTITUTION DE L'UNION

Institutions		Immeubles en location ⁽¹⁾		Patrimoine immobilier ⁽²⁾
		Crédits 2024	Crédits 2023	
Section I	Parlement européen	34 357 000	19 170 000	1 199 057 273
Section II	Conseil européen et Conseil	444 000	444 000	389 271 490
Section III	Commission:	334 426 425	333 778 671	1 275 638 130,24
	— sièges (Bruxelles et Luxembourg)	247 391 000	248 246 000	1 042 618 147,45
	— contribution pour la recherche aux sièges	21 130 880	21 076 398	—
	— bureaux dans l'Union	11 552 000	10 195 000	27 293 329,95
	— bureaux à Grange pour les audits et l'analyse dans les domaines de la santé et de l'alimentation	85 000	85 000	7 517 135,43
	— délégations de l'Union ⁽³⁾	25 742 000	21 826 500	—
	— Centre commun de recherche	1 691 545	1 443 373	198 209 517,41
	— Office des publications de l'Union européenne	8 006 000	12 942 400	—
	— Office européen de lutte antifraude	5 832 000	5 696 000	—
	— Office européen de sélection du personnel	1 660 000	1 402 000	—
	— Office de gestion et de liquidation des droits individuels	2 660 000	2 378 000	—
	— Office pour les infrastructures et la logistique, à Bruxelles	6 056 000	6 336 000	—
	— Office pour les infrastructures et la logistique, à Luxembourg	2 620 000	2 152 000	—
Section IV	Cour de justice de l'Union européenne	32 069 000	32 227 000	343 439 692,46 ⁽⁴⁾
Section V	Cour des comptes européenne	145 000	145 000	52 746 006,93
Section VI	Comité économique et social européen	15 634 345	15 270 849	73 518 764,84
Section VII	Comité européen des régions	12 415 864	11 313 513	45 852 476,63
Section VIII	Médiateur européen	1 608 740	1 429 000	—
Section IX	Contrôleur européen de la protection des données	2 644 000	2 300 000	1 707 818,32
Section X	Service européen pour l'action extérieure	152 631 540	126 701 100	351 444 891,30
	— siège (Bruxelles)	31 263 200	30 425 100	
	— délégations de l'Union	121 368 340	96 276 000	
Totaux		586 375 914	542 779 133	3 679 930 536,79

(1) Ces crédits représentent les montants cumulés inscrits aux postes 2 0 0 0 (loyers), 2 0 0 1 (redevances emphytéotiques) et 2 0 0 3 (acquisition de biens immobiliers).

(2) Valeur comptable nette inscrite aux états financiers au 31 décembre 2022 (sauf indication contraire).

(3) Contribution de la Commission aux délégations de l'Union.

(4) Valeur comptable nette inscrite aux états financiers au 31 décembre 2022 pour les bâtiments annexes «A», «B» et «C» rénovés, pour le complexe immobilier du nouveau Palais (ancien Palais rénové, anneau, deux tours et galerie de liaison), ainsi que pour la troisième tour et la mise à niveau du système de sécurité de l'infrastructure immobilière de l'institution, qui, dans leur ensemble, font l'objet de contrats de location-achat.

Institution	Lieu	Année d'acquisition	Valeur comptable nette ⁽¹⁾	
			Sous-totaux	Totaux
Parlement européen	<i>Bruxelles</i>			532 961 468
	Paul-Henri Spaak	1993	65 941 654	
	Altiero Spinelli	1995	11 160 507	
	Willy Brandt	2007	40 846 753	
	József Antall	2008	63 398 165	
	Stefan Zweig	1999	35 716 692	
	Arendt	2006	18 035 968	
	Trèves 1	2011	20 362 263	
	Maison de l'Histoire européenne	2008	33 329 632	
	Wayenberg	2003	13 264 727	
	Remard	2010	13 794 167	
	Wiertz	2021	70 772 800	
	Montoyer 70	2012	13 466 581	
	Wilfried Martens	2016	132 871 560	
	<i>Strasbourg</i>			145 392 787
	Louise Weiss	1998	52 713 562	
	Winston Churchill	2006	22 962 122	
	Salvador de Madariaga	2006	51 618 341	
	Pierre Pflimlin	2006	227 285	
	Václav Havel	2012	17 871 477	
	<i>Luxembourg</i>			484 044 416
	Konrad Adenauer	2003	484 044 416	
	<i>Bazoches</i>			8 398 474
	Maison de Jean Monnet	1982	8 398 474	
	<i>Bureaux dans l'Union</i>			21 631 382
	Lisbonne	1986	43 785	
	Athènes	1991	1 169 846	
	Copenhague	2005	1 710 965	
	La Haye	2006	2 915 470	
	La Valette	2006	1 452 619	
	Nicosie	2006	1 838 694	
	Vienne	2008	7 387 184	
	Budapest	2010	2 520 219	
	Sofia	2013	2 592 600	
	<i>Bureaux hors Union</i>			6 628 745
	Londres	2008	6 628 745	

Institution	Lieu	Année d'acquisition	Valeur comptable nette (1)	
			Sous-totaux	Totaux
Conseil européen et Conseil	Bruxelles			389 271 490
	Terrain		73 297 651	
	Justus Lipsius	1995	13 795 605	
	Crèche	2006	4 910 146	
	Lex	2007	72 851 137	
	Europa	2016	224 416 951	
Commission	Bruxelles			866 791 144,82
	Overijse	1997	568 652,00	
	Overijse	2015	5 377 512,70	
	Loi 130	1987	51 696 277,69	
	Breydel	1989	7 298 833,00	
	Clovis	1995	4 012 006,00	
	Cours Saint-Michel 1	1997	10 201 979,55	
	Belliard 232 (2)	1997	10 618 905,64	
	Demot 24 (2)	1997	19 880 828,68	
	Breydel II	1997	19 662 765,49	
	Beaulieu 29/31/33	1998	16 018 079,72	
	Charlemagne	1997	54 001 992,94	
	Demot 28 (2)	1999	16 115 733,47	
	Joseph II 99 (2)	1998	11 258 208,55	
	Loi 86	1998	24 344 469,27	
	Luxembourg 46 (2)	1999	23 280 079,16	
	Montoyer 59 (2)	1998	10 611 964,92	
	Froissart 101 (2)	2000	12 528 739,88	
	VM 18 (2)	2000	9 749 701,68	
	Joseph II 70 (2)	2000	23 571 106,23	
	Loi 41 (2)	2000	36 949 185,92	
	SC 11 (2)	2000	13 650 068,67	
	Joseph II 30 (4)	2000	17 971 339,81	
	Joseph II 54 (2)	2001	21 510 294,24	
	Joseph II 79 (2)	2002	22 432 830,56	
	VM2 (2)	2001	21 880 569,28	
	Palmerston	2002	4 024 689,34	
	SPA 3 (2)	2003	16 827 733,34	
	Berlaymont (2)	2004	202 514 752,05	
	CCAB (2)	2005	32 754 023,88	

Institution	Lieu	Année d'acquisition	Valeur comptable nette (1)	
			Sous-totaux	Totaux
	BU-25	2006	33 712 182,87	
	Cornet-Leman	2006	13 816 228,28	
	Madou	2006	71 522 048,10	
	WALI	2009	12 739 132,68	
	NOHE	2017	13 688 229,23	
	<i>Luxembourg</i>			175 827 002,63
	Euroforum (2)	2004	45 611 737,41	
	Foyer européen	2009	7 058 347,09	
	CPE V	2012	16 059 355,59	
	Jean Monnet 2	2018	107 097 562,54	
	<i>Bureaux dans l'Union</i>			27 293 329,95
	Lisbonne	1986	—	
		1993	—	
	Marseille	1991	—	
		1993	—	
	Milan	1986	—	
	Copenhague	2005	1 877 384,30	
	La Valette	2007	1 561 114,28	
	Nicosie (Byron)	2006	1 919 962,61	
	La Haye	2006	2 888 104,66	
	Londres (3)	2010	—	
	Budapest	2010	3 648 784,10	
	Sofia	2021	4 046 580,00	
	Vienne	2021	11 351 400,00	
	<i>Centre commun de recherche</i>			198 209 517,41
	Ispra		88 751 635,45	
	Geel		26 806 876,86	
	Karlsruhe		75 802 897,35	
	Petten		6 848 107,75	
	<i>Bureaux à Grange pour les audits et l'analyse dans les domaines de la santé et de l'alimentation</i>			7 517 135,43
	Grange (Irlande) (6)	2002	7 517 135,43	
Cour de justice de l'Union européenne	<i>Luxembourg</i>			343 439 692,46
	Annexe «A» — Erasmus, Annexe «B» — Thomas More et Annexe «C» — Thémis	2013	43 444 638,54	

Institution	Lieu	Année d'acquisition	Valeur comptable nette (1)	
			Sous-totaux	Totaux
	Complexe immobilier du nouveau Palais (ancien Palais rénové, anneau, deux tours et galerie de liaison)	2008	163 349 643,67	
	Troisième tour — Rocca	2019	117 614 481,48	
	Mise à niveau du dispositif de sécurité	2022	19 030 928,78	
Cour des comptes	Luxembourg			52 746 006,93
	Terrain	1990	760 443,00	
	Luxembourg (K1)	1990	2 244 027,74	
	Luxembourg (K2)	2004	12 169 376,22	
	Luxembourg (K3)	2009	37 572 159,97	
Comité économique et social européen (2)	Bruxelles			73 518 764,84
	Montoyer 92-102	2001	18 578 323,39	
	Belliard 99-101	2001	43 862 665,17	
	Belliard 68-72	2004	0	
	Trèves 74	2005	0	
	Belliard 93	2005	3 037 409,13	
	VMA 2	2001	8 040 367,15	
Comité des régions	Bruxelles			45 852 476,63
	Montoyer 92-102	2001	9 150 517,49	
	Belliard 99-101	2001	21 603 999,28	
	VM2 (2)	2022 (2)	12 060 550,73	
	Belliard 93	2005	3 037 409,13	
Service pour l'action extérieure	Service pour l'action extérieure			351 444 891,30
	Siège Bruxelles (8)	2012	145 681 300,72	
	Délégations de l'Union, dont:		205 763 590,58	
	Albanie (Tirana)	2015	1 184 323,20	
	Argentine (Buenos Aires)	1992	227 531,75	
		2021	7 637 899,82	
	Australie (Canberra)	1983	—	
		1990	—	
	Barbade (Bridgetown)	2022	2 636 901,20	
	Bénin (Cotonou)	1992	87 735,62	

Institution	Lieu	Année d'acquisition	Valeur comptable nette (1)	
			Sous-totaux	Totaux
	Botswana (Gaborone)	1982	50 866,95	
		1985	14 594,35	
		1986	5 912,85	
		1987	12 572,25	
	Brésil (Brasília)	1994	134 375,83	
	Burkina Faso (Ouagadougou)	1984	19 248,47	
		1997	40 484,00	
	Burundi (Bujumbura)	1982	36 584,40	
		1986	111 426,72	
	Cabo Verde (Praia)	1981	14 091,34	
		2015	908 097,72	
	Cambodge (Phnom Penh)	2005	299 143,97	
	Canada (Ottawa)	1977	64 132,79	
	République centrafricaine (Bangui)	1983	65 707,89	
	Tchad (N'Djamena)	1991	11 965,76	
	Chine (Pékin)	1995	950 569,34	
	Colombie (Bogota)	2018	4 457 959,53	
	République du Congo (Brazzaville)	1994	50 832,11	
	Costa Rica (San José)	1991	132 602,56	
	Équateur (Quito)	2019	2 011 330,55	
	Eswatini (Mbabane)	1900	40 491,00	
	Gabon (Libreville)	1900	—	
		1996	87 232,66	
	Gambie (Banjul)	1989	22 778,48	
	Guinée-Bissau (Bissau)	1995	100 086,95	
	Haiti (Port-au-Prince)	2012	1 399 504,20	
		2014	3 627 568,73	
	Côte d'Ivoire (Abidjan)	1993	71 032,66	
	Japon (Tokyo)	2006	34 008 178,59	
		2011	28 625 964,73	
	Kenya (Nairobi)	2005	328 031,55	
	Lesotho (Maseru)	1985	30 467,06	
		1985	—	
		1990	33 605,58	
		1991	138 135,41	
		2006	112 180,29	

Institution	Lieu	Année d'acquisition	Valeur comptable nette (1)	
			Sous-totaux	Totaux
	Madagascar (Antananarivo)	1993	—	
	Malawi (Lilongwe)	1982	42 053,03	
		1988	—	
		1988	12 969,50	
	Maurice (Port-Louis)	1988	18 232,81	
	Mexique (Mexico)	1995	534 355,71	
	Maroc (Rabat)	1987	62 541,23	
	Mozambique (Maputo)	2008	667 433,83	
		2008	1 613 706,72	
	Namibie (Windhoek)	1992	21 990,89	
		1992	25 380,83	
		1992	40 462,24	
		1993	54 000,00	
	Népal (Katmandou)	2017	4 480 000,00	
		2017	407 333,33	
	Nouvelle-Zélande (Wellington)	2017	1 072 908,41	
		2017	605 023,53	
	Niger (Niamey)	1997	28 891,35	
	Nigeria (Abuja)	1992	172 211,40	
		2005	1 650 614,97	
		2012	2 438 020,83	
	OCDE/Unesco (Paris)	1990	1 236 105,57	
		1991	—	
	Papouasie - Nouvelle-Guinée (Port Moresby)	1982	48 274,53	
	Rwanda (Kigali)	1980	112 548,18	
		1982	71 627,45	
	Sénégal (Dakar)	1900	—	
		2014	325 145,55	
	Îles Salomon (Honiara)	1990	16 968,28	
	Somalie (Mogadiscio)	2018	5 845 571,94	
	Afrique du Sud (Pretoria)	1994	116 306,83	
		1994	92 468,94	
		1996	181 762,83	
		2019	2 631 924,94	
	Tanzanie (Dar es Salam)	2002	867 681,08	

Institution	Lieu	Année d'acquisition	Valeur comptable nette ⁽¹⁾	
			Sous-totaux	Totaux
	Ouganda (Kampala)	1986	28 096,41	
		1986	—	
		1996	30 549,95	
	ONU/NY (New York)	1987	253 001,13	
	Royaume-Uni (Londres)	2010	9 748 248,31	
	États-Unis (Washington)	1997	367 320,30	
		2019	79 857 308,94	
	Zambie (Lusaka)	1982	43 366,60	
	Zimbabwe (Harare)	1990	73 859,06	
			75 174,27	

⁽¹⁾ Valeur comptable nette inscrite aux états financiers au 31 décembre 2022 (sauf indication contraire).
⁽²⁾ Emphytéose acquisitive.
⁽³⁾ Emphytéose acquisitive (ex-Marie de Bourgogne).
⁽⁴⁾ Emphytéose acquisitive (occupation partielle par l'OLAF).
⁽⁵⁾ Transféré au Parlement européen.
⁽⁶⁾ Location à long terme/achat.
⁽⁷⁾ Échange avec la Commission européenne.
⁽⁸⁾ Location à long terme.